



## Conseil économique et social

Distr. générale  
25 août 2006  
Français  
Original: anglais

---

### Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2007  
22 janvier-2 février 2007

### Rapports quadriennaux pour la période 2002-2005 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

#### Note du Secrétaire général

#### Additif

### Table des matières

	<i>Page</i>
1. Société antiesclavagiste internationale . . . . .	2
2. Conseil international du bâtiment et de la construction pour la recherche et l'innovation . . . .	6
3. Fonds international pour la défense des animaux . . . . .	10
4. Lions Club International . . . . .	14
5. Centre national des enfants disparus et exploités . . . . .	18



## **1. Société antiesclavagiste internationale**

(Statut consultatif spécial accordé en 1950)

### **Première partie**

#### **1.1 Liste des objectifs à atteindre**

La Société antiesclavagiste internationale est déterminée à éliminer toutes les formes d'esclavage dans le monde d'aujourd'hui. L'esclavage, la servitude et le travail forcé sont des violations de la liberté individuelle, qui privent de la dignité et des droits de l'homme fondamentaux. La Société antiesclavagiste internationale s'efforce de mettre fin à l'esclavage en exposant les cas actuels d'esclavage et fait campagne pour leur élimination en appuyant les initiatives prises par des organisations locales en vue de libérer les personnes et en réclamant une mise en œuvre plus efficace des lois internationales contre l'esclavage.

#### **1.2 Composition de la Société antiesclavagiste internationale et travaux avec d'autres ONG/coalitions**

La Société antiesclavagiste internationale compte plus de 14 000 membres, tenants et militants dans 50 pays; la majorité sont des particuliers mais elle a 50 corporations membres et 80 groupes membres. La Société antiesclavagiste internationale coordonne ses activités avec d'autres organisations antiesclavagistes, notamment avec des organisations en Australie, aux États-Unis d'Amérique, en France, en Italie et en Norvège. Elle participe à des alliances ou des coalitions avec d'autres ONG en ce qui concerne des problèmes faisant partie de son mandat, notamment avec la branche britannique de l'ECPPAT (Réseau mondial chargé de mettre un terme à la prostitution, à la pornographie et au trafic des enfants à des fins sexuelles), International Coalition Against Child Soldiers, Consortium of Street Children, Marche mondiale contre le travail des enfants, The Coalition for Migrant Workers' Rights, Alliance mondiale contre le trafic des femmes (GATTW), UK Forum on Marriage, Lambeth Fair Trade Network, BOND (British Overseas NGOs in Development), Fonds des défenseurs, des droits de l'homme pour les peuples autochtones, Make Poverty History, Rugmark (Royaume-Uni) et Ethical Trading Initiative.

La Société antiesclavagiste internationale est membre du groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant et le Président du sous-groupe sur le travail des enfants et est également membre du Comité des Nations Unies pour l'UNICEF. La Société antiesclavagiste internationale est l'ONG représentante au Groupe directeur du Royaume-Uni chargé de la lutte contre le trafic et est co-présidente du Sous-groupe des ONG pour la lutte contre la traite et l'appui aux victimes. La Société antiesclavagiste internationale est un partenaire de l'Alliance contre la traite des personnes de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE); l'organisation est également partenaire des organes des Nations Unies suivants : Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Programme des Nations Unies pour le développement, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Organisation internationale du Travail.

## **Deuxième partie – Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux principales conférences et autres réunions des Nations Unies**

### **Commission des droits de l'homme, Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage**

2002 : vingt-septième session à Genève le 31 mai 2002. Participation et présentation de documents sur : le travail forcé au Brésil; le travail forcé en Mauritanie; la relation entre la servitude domestique et l'exploitation sexuelle des enfants; le trafic des enfants jockeys de chameau vers les Émirats arabes unis; enlèvement des ordures à la main – la forme la plus indécente de travail; le travail forcé et l'esclavage des femmes et des enfants au Soudan. Déclarations au nom ou à l'appui d'autres organisations sur les questions suivantes : travail agricole servile dans la basse province de Sindh (Pakistan), la Société antiesclavagiste internationale et la Commission des droits de l'homme du Pakistan, Équipe spéciale – Sindh; The Restavek Practice; servitude domestique des enfants en Haïti, la Société antiesclavagiste internationale et la National Coalition For Haitian Rights.

2003 : Vingt-huitième session à Genève, le 20 juin 2003. Participation et présentation de documents sur : les formes contemporaines d'esclavage liées à la discrimination ou générées par celle-ci : travail forcé ou servile en Inde, au Népal et au Pakistan; appui, assistance et protection des victimes de la traite, particulièrement dans les pays hôtes; travail forcé au Soudan; traite et travail forcé des enfants aux Émirats arabes unis. Déclarations au nom ou à l'appui d'autres organisations sur les questions suivantes : travail forcé et exploitation des travailleurs migrants indonésiens (avec l'Asian Migrants Centre et l'Indonesian Migrant Workers Union); l'esclavage au Niger (avec Timidria).

2004 : Vingt-neuvième session à Genève, du 28 juin au 2 juillet 2004. Participation et présentation de documents sur : le lien entre la migration et la traite; enlèvements et travail forcé au Soudan; trafic et travail forcé des enfants aux Émirats arabes unis. Déclarations au nom ou à l'appui d'autres organisations faites sur les questions suivantes : Formes contemporaines d'esclavage en Inde (Déclaration par Volunteers for Social Justice); Travail forcé au Pakistan (Déclaration par l'Institute of Labour and Education and Research du Pakistan); Travail forcé au Brésil (Déclaration conjointe avec la Pastoral Land Commission of Brazil).

2005 : Trentième session, Genève, du 6 au 10 juin 2005. Participation et présentation de documents sur l'Examen du Groupe de travail après 30 ans; les enlèvements et travail forcé au Soudan; la traite et le travail forcé des enfants dans la région du Golfe; document intitulé : Child Domestic Labour : child domestic workers speak out; le travail forcé au Brésil; l'esclavage au Niger; la Corée du Nord : traite des femmes et travail forcé. Déclarations au nom ou à l'appui d'autres organisations faites sur les questions suivantes : Problèmes du système de travail servile à Chittisgarh, Karnataka et au Punjab (La Société antiesclavagiste internationale et Jan Jagriti Kendra).

### **Commission des droits de l'homme**

2002 : Cinquante-huitième session, du 18 mars au 26 avril 2002. Intervention orale sur le point 13 de l'ordre du jour, Droits de l'enfant.

2003 : Cinquante-neuvième session, du 17 mars au 25 avril 2003. Interventions orales sur le point 10 – Politiques de pénurie alimentaire en Birmanie et sur le point 13 – Les enfants en Birmanie

2004 : Soixantième session, du 15 mars au 23 avril 2004. Déclarations conjointes et présentations de documents sur : La discrimination fondée sur la caste et les formes analogues d'exclusion sociale héritées (déclaration conjointe avec Fédération luthérienne mondiale, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination, Groupement pour les droits des minorités, Asian Forum for Human Rights, Pax Romana et Forum-Asia); *Le lien entre la migration et la traite*, la Société antiesclavagiste internationale, Franciscans International et Trocaire; Les droits de l'enfant : question des réfugiés rohingya de Birmanie au Bangladesh; Déclaration par Anywaa Survival Organisation au nom des peuples autochtones de la région de Gambela (Éthiopie).

2005 : Soixante et unième session, du 14 mars au 22 avril 2005 : Présentations sur : Droits civils et politiques – question des réfugiés de Birmanie en Thaïlande et au Bangladesh; Groupes et individus spécifiques – questions des réfugiés Rohingya de Birmanie au Bangladesh. Proposition par la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme pour la nomination de deux Rapporteurs spéciaux chargés d'étudier la discrimination fondée sur le travail et l'origine – déclaration orale conjointe par la Société antiesclavagiste internationale, Asian Legal Resource Centre, Forum Asia, Coalition internationale de l'habitat, Human Rights Watch, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination, Fédération luthérienne mondiale, Groupement pour les droits des minorités, Pax Romana, Raddho et Robert F. Kennedy Memorial Foundation, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social; en collaboration avec la Fédération internationale des droits de l'homme et Franciscans International.

### **Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme**

2003 : Cinquante-cinquième session, 11 août 2003. Présentation sur : La discrimination fondée sur le travail et l'origine : Les clans « parias » Midgan/Madhiban de Somalie.

### **Rapporteurs spéciaux des Nations Unies**

2003 : 30 octobre 2003. Informations fournies au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants sur les enfants bangladeshi jockeys de chameau aux Émirats arabes unis; Bangladesh National Women Lawyers' Association; Informations fournies au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants sur les enfants soudanais jockeys de chameau aux Émirats arabes unis; la Société antiesclavagiste internationale.

2004 : 13 septembre 2004. Informations fournies au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie

impliquant des enfants sur les enfants bangladeshi jockeys de chameau aux Émirats arabes unis; Bangladesh National Women Lawyers' Association.

2005 : 22 août 2005. Présentation au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants d'informations recueillies par la Bangladesh National Women Lawyers' Association sur la traite d'enfants du Bangladesh vers les Émirats arabes unis pour travailler en tant que jockeys de chameau.

### **Organisation internationale du Travail – Confédération internationale des syndicats libres**

Les informations ci-dessous sont des rapports qui ont été envoyés à la Confédération internationale des syndicats libres et soumis à l'OIT conjointement avec la Confédération.

Mai 2004. Informations sur l'Indonésie : Respect de la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé.

Août 2003. Informations sur l'Inde : Respect de la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé : L'étendue du problème du travail servile en Inde.

Juin 2004. Informations sur les Émirats arabes unis : Respect de la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé; n° 138 sur l'âge minimum; et n° 182 sur les pires formes de travail des enfants.

Août 2004. Informations sur le Brésil : Respect de la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé. Informations sur le Niger : Respect de la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé. Informations sur le Soudan : Respect de la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé.

Mai 2005 : Informations sur le Brésil : Respect de la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé. Informations sur le Soudan : Respect de la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé. Informations sur les Émirats arabes unis : Respect de la Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants.

Juillet 2005 : Informations sur le Pakistan : Respect de la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé. Informations sur le Niger : Respect de la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé. Informations sur l'Inde : Respect de la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé.

Août 2005 : Informations sur le Soudan : Respect de la Convention n° 29 de l'OIT sur le travail forcé. Informations sur les Émirats arabes unis : Respect de la Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants. Informations sur les Philippines : Respect de la Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants.

### **Commission africaine des droits de l'homme et des peuples**

2003 : trente-quatrième session, Banjul (Gambie), du 6 au 20 novembre 2003. Participation et déclaration sur l'esclavage au Niger.

2004 : trente-cinquième session, Banjul (Gambie), du 21 mai au 4 juin 2004. Participation et déclaration sur la situation actuelle des droits de l'homme à Darfour.

## **2. Conseil international du bâtiment et de la construction pour la recherche et l'innovation (CIB)**

(Statut consultatif spécial accordé en 1954)

### **Introduction**

CIB est l'acronyme de l'ancien nom français : « Conseil international du bâtiment » (en anglais : International Council for Building). En 1998 le nom a entièrement changé et est devenu « Centre international du bâtiment et de la construction pour la recherche et l'innovation ».

Le CIB a été créé en 1953 avec l'appui des nations Unies en tant qu'association ayant pour objectif de stimuler et de faciliter l'échange d'informations au niveau international et entre les instituts de recherche gouvernementaux dans le secteur du bâtiment et de la construction.

Le CIB a pour but de fournir un réseau mondial pour l'échange et la coopération internationaux en matière de recherche et d'innovations dans le domaine du bâtiment et de la construction afin d'améliorer le processus de construction et la performance de l'environnement construit.

La *portée* du CIB couvre les aspects techniques, économiques, écologiques, organisationnels et autres aspects de l'environnement construit à travers toutes les étapes de son cycle de vie, traitant de toutes les étapes du processus de recherche fondamentale et appliquée, la documentation et le transfert des résultats de recherches et leur mise en œuvre et leur application réelle.

Le CIB a pour *objectifs* : d'être une source d'informations pertinentes concernant la recherche et l'innovation dans le monde entier dans le domaine du bâtiment et de la construction; de fournir un accès fiable et efficace à la communauté mondiale de recherche; et d'être un centre permettant un échange fructueux entre toute la gamme d'intérêts du secteur du bâtiment et de la construction et la communauté mondiale de recherche. En réalisant ses objectifs, le CIB encouragera une collaboration appropriée avec d'autres organisations internationales et nationales qui bénéficiera à la communauté mondiale.

### **Activités**

#### **Généralités**

Les membres du CIB – qui sont environ 450 – sont des instituts, des sociétés et autres types d'organisations participant à des recherches ou au transfert ou à la mise en œuvre des résultats des recherches. Les organisations membres nomment des experts qui participent aux Commissions du CIB; un particulier peut également être membre et participer aux travaux d'une commission. Les Commissions du CIB – environ 60 – sont créées pour des projets sélectionnés et pour lancer des projets de recherche-développement et d'échange d'informations, organiser des réunions et produire des publications. Au cours des années 2002, 2003, 2004 et 2005, respectivement, 69, 54, 55 et 50 réunions de ce genre ont été tenues. Ces réunions peuvent être restreintes aux membres de la commission ou peuvent être des colloques ou des congrès ouverts à tous.

**Coopération avec les organes des Nations Unies et/ou les institutions spécialisées et participation au travail du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux principales conférences des Nations Unies ou autres réunions des Nations Unies**

Le 10 juillet 2001, le Secrétaire général du CIB, M. Wim Bakens, a signé un accord cadre de coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement – Centre international d'écotechnologie représenté par son Directeur, M. Steve Halls, considérant que le principal rôle du Centre international d'écotechnologie du PNUE est de promouvoir l'application de technologies écologiquement rationnelles pour remédier aux problèmes urbains de l'environnement, tels que l'eau potable, les eaux usées, la pollution de l'air, les déchets solides et le bruit, et la gestion des bassins d'eau douce dans les pays en développement et dans les pays aux économies en transition; soulignant également que le Centre international d'écotechnologie du PNUE sert d'intermédiaire dynamique pour la coopération entre les sources et les utilisateurs de technologies écologiquement rationnelles et joue un rôle dans le renforcement des capacités des peuples vivant dans les régions ciblées de prendre des décisions raisonnables en matière de technologies pour l'énergie et l'infrastructure communautaires durables.

Le 23 mars 2005, le Secrétaire général du CIB, M. Wim Bakens, a signé un Mémoire d'accord entre le CIB et la Division Technologie, Industrie et Économie du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE-DTIE), à Paris (France), représentée par son Directeur, Mme Monique Barbut. Le projet a pour titre « Conférences en Asie sur le bâtiment et la construction durables ». Le projet est coordonné par le PNUE et reçoit un appui financier du Programme Asia Pro Eco de la Commission européenne. Le projet a pour objectif d'élaborer des plans d'action pour la mise en œuvre de pratiques, méthodes, politiques et mécanismes de marché de bâtiment et de construction durables dans le secteur de la construction de bâtiments, dirigés par l'Asie et dont celle-ci est responsable. Le CIB doit compléter plusieurs tâches afin de faire avancer le travail du PNUE en ce qui concerne la promotion de pratiques de bâtiment et de construction durables en Asie, ainsi que d'aider à préparer pour l'Union européenne des matériels pour le séminaire sur l'échange/le transfert des acquis en Asie, compiler et faire la synthèse de tous les résultats des conférences régionales SB04 (SB = bâtiment durable), notamment la SB04 en Chine et la SB04 en Asie du Sud-Est.

**Initiatives entreprises par l'organisation pour appuyer les objectifs de développement arrêtés au niveau international**

*Thèmes prioritaires du CIB*

Les thèmes prioritaires établis du CIB, pour lesquels des programmes ont été élaborés sont : SC – *Sustainable Construction* (Construction durable), PBB – *Performance Based Building* (Construction basée sur la qualité) et RC – *Revaluing Construction* (Réévaluer la construction)

*Thème 1 : Construction durable (SC)*

La construction durable est un Thème prioritaire du CIB depuis 1995. Parmi d'autres, ce thème s'est traduit par deux publications fixant l'agenda mondial : l'agenda du CIB « Agenda 21 sur la construction durable » et l'agenda conjoint du CIB-PNUE « Agenda sur la construction durable dans les pays en développement ».

En coopération avec l'iiSBE (Initiative internationale pour un environnement durable) et le PNUE-DTIE, le CIB est responsable de la série de conférences sur la construction durable. En 2004/2005, cette série comprenait sept conférences régionales préparatoires SB04 de même que la Conférence mondiale SB05 qui a eu lieu du 27 au 29 septembre 2005 à Tokyo. La Conférence mondiale SB08 aura lieu à Melbourne.

#### *Thème 2 : Performance Based Building (construction basée sur la qualité) (PBB)*

Dans le contexte de ce thème, le CIB se concentre sur les trois priorités suivantes : préparer un recueil de modèles validés de qualité de la construction; préparer un recueil des déclarations d'objectifs et des exigences fonctionnelles.

En outre, le CIB est le coordinateur administratif technique et financier du réseau thématique fondé suivant le cinquième cadre de la Commission européenne – Croissance compétitive et durable « *Performance Based Building – PeBBu* » : large programme qui vise à promouvoir et à coordonner la recherche sur la qualité de la construction dans le monde entier entre 2001 et 2005. Le site web PeBBu comporte des informations sur les résultats détaillés du projet PeBBu, qui comprend 26 rapports finals qui peuvent être téléchargés de ce site.

#### *Thème 3 : Réévaluer la construction (RC)*

La construction « réévaluée » peut être caractérisée par des projets dont les importantes contraintes forcent ceux qui s'en occupent à collaborer étroitement. L'idée d'un projet de « réévaluation » contribue explicitement à ajouter une valeur économique, culturelle, sociale et écologique à la société, et en bénéficie également.

#### **Autres initiatives**

Dans le cadre du Programme pour la croissance compétitive et durable (Croissance 2000) de la Commission européenne pour réaliser le Réseau thématique intitulé « *European Construction Research Network – E-core* », le CIB a signé, le 22 janvier, un accord d'association avec le European Network of Building Research Institutes Development EEIG (ENBRID) agissant au nom de l'European Council for Construction Research, Development and Innovation (ECCREDI). E-core s'efforce de devenir le point de référence électronique en Europe en obtenant des informations sur l'actualité et le statut de la recherche et du développement technique dans le secteur de la construction.

Le 16 décembre 2004, en signant le contrat avec la Commission européenne, en sa qualité de directeur du Research Fund for Coal and Steel, le CIB est devenu un entrepreneur du projet financé par la Commission européenne qui doit se poursuivre pendant 36 mois et est intitulé « *Integrated Pre-fabricated Steel Technologies for Multi-Storey Sector – INPREST* ». Les objectifs du projet peuvent être résumés comme suit : Le concept de bâtiments ouverts en acier sera développé, en s'adressant principalement au secteur résidentiel à niveaux multiples. La recherche se concentrera sur la fourniture de technologies « porteuses » ou d'appui et sur des données de performance fondamentale pour aider à l'établissement de ces systèmes et conduira au développement de nouveaux systèmes comprenant des éléments schématiques, planes et modulaires, notamment des informations à l'appui des modèles.

**Partenariats**

Outre les Nations Unies et les propres liaisons de sa commission avec des organisations internationales homologues, le CIB a formé les partenariats officiels suivants afin de réaliser ses objectifs :

- Organisation internationale de normalisation (ISO) et Comité européen de normalisation (CEN);
- Dans le domaine de l'ingénierie civile, le CIB coopère officiellement avec cinq autres organisations internationales qui sont également membres du Comité de liaison des International Associations of Civil Engineering : l'European Convention for Construction Steelwork (ECCS); la Fédération internationale du béton (FIB); l'Association internationale des ponts et charpentes (AIPC) et la Réunion internationale des laboratoires d'essais et de recherche sur les matériaux et les constructions (RILEM);
- L'Agence internationale de l'énergie (IEA) et le Comité exécutif des Energy Conservation in Buildings and Community Systems (ECBCS);
- L'International Society for Indoor Air Quality and Climate (ISIAQC);
- La Fédération internationale des géomètres (FIG);
- L'Union internationale des centres du bâtiment.

### **3. Fonds international pour la défense des animaux (IFAW)**

(Statut consultatif spécial accordé en 2002)

#### **Première partie – Introduction**

Le Fonds international pour la défense des animaux œuvre en faveur de l'amélioration du bien-être des animaux sauvages et domestiques partout dans le monde en réduisant l'exploitation commerciale des animaux, en protégeant les habitats naturels et en aidant les animaux en détresse. L'IFAW s'efforce d'inciter le public à empêcher la cruauté envers les animaux et à promouvoir les politiques en faveur du bien-être des animaux et de la préservation qui font progresser le bien-être aussi bien des animaux que des peuples.

L'IFAW a son siège à Yarmouth, Massachusetts (États-Unis d'Amérique). Son personnel compte dorénavant plus de 200 militants, éducateurs, experts expérimentés dans les domaines du droit et des communications et des scientifiques internationalement renommés travaillant dans des bureaux de 15 pays et depuis son navire de recherche marine, le *Song of the Whale*.

#### **Deuxième partie – Contribution de l'IFAW aux travaux des Nations Unies**

##### **Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction**

L'IFAW parraine l'Ecomessage Reporting System for Environmental Crime d'Interpol. Ecomessage, un nouveau système d'information d'Interpol mis en place en collaboration avec l'IFAW, qui permet un accès en temps réel aux informations recueillies par les organes de répression dans le monde entier sur les infractions graves contre les espèces sauvages. Ecomessage assure que les données critiques sont transmises efficacement au Secrétariat général d'Interpol à Lyon (France). Interpol et l'IFAW ont distribué la pochette Ecomessage dans les quatre langues de travail d'Interpol – anglais, arabe, espagnol et français – à toutes les autorités chargées de la gestion de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et à des organes de répression chargés des espèces sauvages, sélectionnés dans le monde entier. L'IFAW a annoncé une contribution allant jusqu'à 30 000 dollars É.-U. pour la formation et l'équipement nécessaires au respect des lois au gagnant du prix Ecomessage durant l'intersession de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction allant de novembre 2004 à octobre 2005. Le prix reconnaît les organisations qui contribuent efficacement à la lutte internationale contre les criminels qui font le trafic d'espèces sauvages protégées. En 2005, Interpol a accordé le premier Prix Ecomessage au Gouvernement kényan.

Une délégation de l'IFAW composée de 16 membres a participé à la treizième Réunion de la Conférence des parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES CoP 13), qui a eu lieu du 4 au 14 octobre 2004, à Bangkok (Thaïlande). L'IFAW a également envoyé une délégation à la douzième Réunion de la Conférence des parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages

menacées d'extinction, qui s'est tenue du 3 au 15 novembre 2002, à Santiago (Chili).

L'IFAW collabore également avec l'International Network of Environmental Compliance and Enforcement (INECE) (Réseau international pour la mise en œuvre et la conformité dans le domaine de l'environnement) pour promouvoir une répression efficace des infractions contre les espèces sauvages. L'IFAW a coparrainé et participé à la sixième Conférence sur la mise en œuvre et la conformité dans le domaine de l'environnement, qui a eu lieu du 15 au 19 avril 2002, à San José (Costa Rica) et à la septième Conférence qui s'est tenue du 9 au 15 avril 2005, à Marrakech (Maroc). Pendant toute la période faisant l'objet du rapport, l'IFAW a pris contact avec des agents chargés de faire respecter les lois sur les espèces sauvages au Moyen-Orient, ce qui s'est traduit par une collaboration de l'IFAW avec des autorités locales afin de dispenser une formation locale à la mise en œuvre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction au Koweït (mars 2005).

#### **Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la mer Méditerranée et des zones adjacentes (ACCOBAMS)**

En 2003, l'IFAW a été invitée par ACCOBAMS à participer à des activités de préservation des cétacés dans la Méditerranée et dans les eaux adjacentes. L'IFAW est devenu partenaire de l'ACCOBAMS en 2003 et, pendant l'été de 2003, son équipe de recherche sur le navire *Song of the Whale* a réalisé une enquête pilote sur les cachalots en utilisant des techniques acoustiques dans la mer Ionienne et a l'intention d'utiliser les techniques de l'IFAW pour réaliser une enquête sur les cachalots dans l'ensemble du bassin méditerranéen. Au cours d'octobre/novembre 2004, à nouveau en étroite collaboration avec ACCOBAMS, l'équipe de recherche sur le navire *Song of the Whale* a réalisé une étude sur les cachalots (et autres cétacés) dans une zone peu étudiée auparavant, le centre-sud de la mer Méditerranée entre l'Espagne, la Sardaigne et l'Afrique du Nord. L'équipe a rassemblé des informations sur la répartition et l'abondance des cachalots dans des régions peu connues. Afin de célébrer le Mémoire d'accord conclu entre les deux organisations, l'ACCOBAMS et l'IFAW ont tenu, en octobre 2003 à Monaco, une manifestation conjointe dont Son Altesse sérénissime Albert II, Prince souverain de Monaco, a été l'invité d'honneur. Des représentants de l'IFAW ont participé à la deuxième Réunion des parties contractantes, tenue du 9 au 12 novembre 2004 à Palma de Mallorca (Espagne) où les résultats de l'enquête menée par l'équipe sur le navire le *Song of the Whale* ont été présentés dans un document intitulé « Results of 2003 Pilote Survey and Remarks on Proposed Basin-Wide Sperm Whale Survey » (document MOP 2/Inf 10). Depuis 2002, l'IFAW a participé à deux réunions du Conseil scientifique de l'ACCOBAMS : la première réunion a été tenue du 3 au 5 octobre 2002 à Tunis (Tunisie) et la deuxième du 20 au 22 novembre 2003 à Istanbul (Turquie).

#### **Accord sur la conservation des petits cétacés dans la mer Baltique et la mer du Nord**

En 2001 et 2002, l'IFAW et son équipe sur le navire le *Song of the Whale* (SOTW) ont coopéré avec l'Accord sur la conservation des petits cétacés dans la mer Baltique et la mer du Nord afin de réaliser des enquêtes sur les marsouins menacés d'extinction dans la mer du Nord et la Baltique. En collaboration avec les

bureaux de l'IFAW dans l'Union européenne et en Allemagne, l'équipe du SOTW a entrepris des recherches et a appuyé la campagne pour l'élaboration du plan de protection des populations de marsouins dans la Baltique (plan de Jastarnia) et a assisté à la quatrième Réunion des parties à l'Accord sur la conservation des petits cétacés dans la mer Baltique et la mer du Nord, tenue à Esbjerg (Danemark), du 19 au 22 août 2003, ainsi qu'aux réunions du Comité scientifique de l'Accord sur la conservation des petits cétacés dans la mer Baltique et la mer du Nord entre 2002 et 2005. L'IFAW a poursuivi ses travaux d'appui à ce projet en finançant la recherche sur les marsouins dans la Baltique.

### **Convention sur la conservation des espèces migratoires**

En novembre 2005, l'IFAW a signé un Mémoire d'accord avec le Secrétariat de la Convention sur la conservation des espèces migratoires aux termes duquel le Département pour la protection de l'habitat naturel de l'IFAW coopérera avec la Convention sur la conservation des espèces migratoires à la réalisation d'initiatives de programmation et de partage de l'information sur la conservation des espèces migratoires. Huit représentants de l'IFAW ont participé à la huitième Réunion de la Conférence des parties à la Conventions sur la conservation des espèces migratoires (CMS COP 8), tenue du 20 au 25 novembre 2005, au siège du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à Gigiri, Nairobi (Kenya).

### **Plan d'action relatif aux mammifères marins**

Le Directeur du Département de la protection de l'habitat naturel de l'IFAW a représenté l'IFAW à l'atelier d'experts sur l'élaboration d'un plan d'action relatif aux mammifères marins dans l'ensemble de la région des Caraïbes, qui s'est tenu à Bridgetown (Barbade), du 18 au 21 juillet 2005. En 2003, l'IFAW a participé à un exercice consultatif dirigé par Randy Reeves, engagé sur contrat par le PNUE afin d'examiner la viabilité future du Plan d'action du PNUE relatif aux mammifères marins.

### **Programme de l'environnement des Caraïbes du Programme des Nations Unies pour l'environnement**

En 2005, l'IFAW a coopéré avec le PNUE-CEP afin d'obtenir auprès des gouvernements régionaux des permis de recherche pour le navire de l'IFAW, le *Song of the Whale* afin qu'il puisse se rendre dans des ports des Caraïbes entre janvier et mars 2006.

### **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – Comité des pêches**

L'IFAW a participé à la vingt-sixième session du Comité des pêches, qui s'est tenue du 7 au 11 mars 2005 à Rome (Italie)

### **Commission baleinière internationale**

Pendant toute la période à l'examen, l'IFAW a activement participé aux travaux de la Commission baleinière internationale. Une délégation de l'IFAW a participé à la cinquante-septième Réunion annuelle, tenue du 20 au 24 juin 2005, à Ulsan (République de Corée), au cours de laquelle le Gouvernement néo-zélandais a

formellement présenté un rapport récent de l'IFAW (mai 2005), intitulé « The Growth of the New Zealand Whale Watching Industry ». L'IFAW a également envoyé des délégations à la cinquante-sixième Réunion annuelle, qui s'est tenue du 19 au 22 juillet 2004 à Sorrento (Italie), à la cinquante-cinquième Réunion annuelle, qui a eu lieu la semaine du 16 juin 2003 à Berlin (Allemagne) et à la cinquante-quatrième Réunion annuelle, tenue du 20 au 24 mai 2002 à Shimonoseki (Japon).

### **III. Conclusion**

Pendant la période à l'examen (2002-2005), l'IFAW a élargi et approfondi sa collaboration avec les organes, les conventions et les accords des Nations Unies. L'IFAW a recruté des experts afin de rechercher les moyens par lesquels l'IFAW pourrait contribuer aux activités des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales dans les domaines du bien-être des animaux et de la protection de l'habitat naturel, ce qui reflète la détermination de l'IFAW d'accroître sa participation dans les années à venir. L'IFAW apprécie l'opportunité qui lui est offerte de tenir le Comité des Nations Unies sur les organisations non gouvernementales informé des travaux réalisés par l'IFAW dans le cadre de son statut consultatif spécial et il serait heureux de fournir toute information supplémentaire qui serait jugée nécessaire lors de l'évaluation du présent rapport.

## **4. Association internationale des Lions Clubs**

(Statut consultatif général accordé en 1998)

### **Première partie – Introduction**

#### **1. Buts et objectifs de l'organisation et ses principales activités**

Fondée en 1917, l'Association internationale des Lions Clubs est une organisation sans but politique qui se consacre à l'amélioration des conditions sociales et humanitaires. Le leitmotiv de l'association est « We serve ». En 1945, les dirigeants de cette organisation mondiale, Melvin Jones, Fred W. Smith et D.A. Skeen, ont été invités à aider à élaborer la charte d'une organisation non gouvernementale pour une nouvelle organisation mondiale qui serait connue sous le nom des Nations Unies. Les activités de l'Association sont dans l'ensemble parallèles à celles entreprises par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui du développement humanitaire. Sa mission est de créer et de favoriser la compréhension quant aux besoins humanitaires entre tous les peuples en fournissant des services bénévoles grâce à la participation communautaire et la coopération internationale. Au 30 mai 2006, l'Association internationale des Lions Clubs comptait 1 320 000 membres (hommes et femmes) dans 45 233 Lions Clubs dans 197 pays.

### **Deuxième partie – Contribution aux travaux des Nations Unies**

#### **2. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux principales conférences et autres réunions des Nations Unies**

Otto Strobino (États-Unis) représente l'Association en tant qu'agent de liaison auprès des comités des ONG sur les stupéfiants et l'abus des drogues, à New York et à Vienne. Les Lions appuient l'éducation en matière de toxicomanie. En 2003, la Fondation internationale des Lions Clubs a acheté le programme de préparation à la vie quotidienne « Lions-Quest ». Appliqué dans les systèmes scolaires de 32 pays, Lions-Quest prépare à la vie quotidienne en enseignant des compétences telles que l'importance de prendre de saines décisions telles que celles de ne pas utiliser de tabac, de drogues et d'alcool.

Massimo Fabio (Italie), agent de liaison auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a assisté au « World Youth Forum Against Hunger and Poverty » (Forum mondial de la jeunesse pour la lutte contre la faim et la pauvreté), tenu du 14 au 16 octobre 2005, Rome (Italie).

M. Roland Ribeyrol (France), agent de liaison auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a assisté à la réunion intitulée « Commission du dialogue culturel », tenue les 27 septembre 2004, 4 novembre 2004 et 30 novembre 2004. M. Ribeyrol a été le seul membre d'une organisation de services à être élu au Comité de liaison.

Massimo Fabio (Italie), agent de liaison auprès de la FAO a assisté à la vingt-huitième session du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale, tenue du 6 au 8 juin 2002 à Rome (Italie).

Albert Brandel (États-Unis), agent de liaison auprès du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Lion William Pinter (États-Unis) ont assisté à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, tenue en mai 2002 à New York.

### **3. Coopération avec les organes des Nations Unies et/ou les institutions spécialisées, sur le terrain et/ou au Siège**

Les Lions se dévouent à la prévention de la cécité, notamment la prévention de la cataracte, de la rétinopathie diabétique, du glaucome, de la cécité des rivières, et du trachome. En 1989, l'Association a lancé le programme de bourses « SightFirst ». Depuis lors, la Fondation internationale des Lions Clubs (FILC) a remis 792 bourses du programme SightFirst d'un montant total de 191 millions de dollars É.-U. pour financer des projets de lutte contre la cécité dans 89 pays sur six continents. Les fonds du programme SightFirst ont permis de terminer la construction de 207 cliniques/hôpitaux pour les yeux, d'opérer plus de 7 millions de cataractes, d'empêcher une perte grave de la vue de plus de 20 millions de patients et de dispenser une formation à 300 000 oculistes. Trois fonctionnaires de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont membres du Comité consultatif pour l'examen et l'approbation des demandes de bourses du programme SightFirst. L'Association internationale des Lions Clubs est membre du Comité de l'OMS chargé de planifier les activités de prévention de la cécité (1995-2015).

Des œuvres d'art d'étudiants âgés de 11 à 13 ans qui ont participé au concours d'affiches pour la paix de l'Association, figurent sur les timbres de 2004-06 *J'ai rêvé d'un jour de paix* de l'Administration postale des Nations Unies.

### **4. Activités entreprises par l'organisation à l'appui des objectifs de développement arrêtés au niveau international, en particulier, les objectifs du Millénaire pour le développement**

*Objectif 1 : Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim*

- Le 9 décembre 2002, la Fondation internationale des Lions Clubs (FILC) a fourni un don d'aide internationale d'un montant de 10 000 dollars É.-U. pour la rénovation d'une école d'agriculture en Thaïlande.
- Le 6 avril 2003, la FILC a fourni un don d'aide internationale d'un montant de 30 000 dollars É.-U. pour le développement agricole au Bénin et un don de 6 000 dollars É.-U. pour un projet agricole en Tunisie.
- Le 29 juin 2004, un verger a été créé au Sénégal grâce à un don de 21 000 dollars É.-U. de la FILC.

*Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous*

- Les Lions Clubs ont fourni un appui financier au programme de mallettes pédagogiques de l'UNICEF. En 2005, l'Association a été l'une des quatre organisations qui ont distribué des mallettes pédagogiques aux zones affectées par l'Ouragan Katrina dans la région de la côte du Golfe aux États-Unis.
- En 2004, le Lion Terry Brown, membre du Canada, a organisé l'expédition de six tonnes (12 723 livres) de livres au Kenya qui ont été distribués par l'International Book Bank. Les divisions de Kambondo et Kaispul du District

de Rachuooyo, dans la province de Nyauza du Kenya occidental ont dorénavant un système de bibliothèques.

- Entre 2002 et 2005, la FILC a fourni des dons d'un montant de 56 000 dollars É.-U. pour la création ou l'amélioration d'écoles en Chine, au Népal, en République de Corée, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Philippines et en Thaïlande.

*Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes*

- Les femmes et les filles peuvent être membres des Lions Clubs et des Leo Clubs. Il y a plus de 5 000 Lioness Clubs dans le monde. Les femmes ont la possibilité de diriger les trois programmes des clubs.
- En 2003, l'Association des Lions Clubs a parrainé un atelier mondial des femmes pour encourager plus de femmes à servir leurs communautés. En 2004, l'Association a fourni des fonds pour des colloques féminins. Grâce à la Lions' Women's Initiative, il y avait 228 000 femmes Lions au 31 décembre 2005. Pendant l'année fiscale de l'Association (1<sup>er</sup> juillet 2006-30 juin 2007), les femmes Lions occupaient les postes suivants : présidentes de clubs (7 010), gouverneurs de district (135), présidentes de conseil (12), déléguée au Conseil d'administration de l'Association (1) et membre du Conseil d'administration de l'Association (1).

*Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile*

- L'agent de liaison des Lions auprès de l'UNICEF, Robert Klein (États-Unis) coordonne actuellement l'assistance que les Lions fourniront en Inde au projet sur la rougeole de l'UNICEF.
- Le 11 octobre, la FILC a fourni un don de 10 000 dollars É.-U. pour la rénovation d'une salle de maternité en France.
- En 2003, un don de 10 000 dollars É.-U. fourni par la FILC a aidé à construire un centre de maternité au Mali.

*Objectif 7. Assurer un environnement durable*

- En 2004, l'Association a signé un accord de collaboration avec l'Institut fédéral suisse de science et technologie de l'environnement qui a élaboré une méthode de désinfection solaire de l'eau connue sous le nom de SODIS. Le 29 juin 2004, les Lions résidant en Suisse ont apporté une contribution égale à celle du don de la FILC d'un montant de 40 000 dollars É.-U. pour la mise en œuvre de projets SODIS en Bolivie, en Équateur et au Pérou.
- En mars 2002, les Lions de Tunisie ont reçu un don d'un montant de 40 000 dollars É.-U. du Fonds mondial pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour la protection de la biodiversité sur les îles Kerkenah dans la mer Méditerranée.
- Entre 2002 et 2005, les Lions en France, en Italie, en Corée du Sud et aux États-Unis ont apporté une contribution égale à celle du don de la FILC d'un montant de 174 300 dollars É.-U. pour l'eau des puits ou des systèmes d'eau potable à Bornéo, en Éthiopie, au Honduras, en Inde et au Mali.

- Le 4 janvier 2005, les Lions au Japon ont apporté une contribution égale à celle du don de la FILC d'un montant de 10 000 dollars É.-U. afin de planter des arbres en Thaïlande.

#### **5. Activités à l'appui des principes mondiaux**

L'Association parraine une Journée annuelle des Lions avec le Programme des Nations Unies (le 22 mars 2002, le 14 mars 2003, le 12 mars 2004 et le 11 mars 2005) tenue au Siège des Nations Unies à New York. Le Secrétaire général et des représentants de divers organismes humanitaires des Nations Unies y ont fait des déclarations liminaires. Des représentants des Nations Unies ont également participé à des programmes semblables mis en oeuvre dans le monde entier.

## 5. Centre national des enfants disparus et exploités)

(Statut consultatif spécial accordé en 2002)

### Première partie

#### Introduction

##### i) *Mission et histoire brève*

Le Centre national des enfants disparus et exploités a été créé en 1984 en tant qu'organisation privée, à but non lucratif chargée de fournir, au niveau national, des services aux familles et aux professionnels en vue de d'empêcher que des enfants soient enlevés, mis en danger et exploités sexuellement. Conformément à sa mission et aux mandats que lui ont donnés le Congrès, le Centre national des enfants disparus et exploités : sert de bureau central pour les informations sur les enfants disparus et exploités; maintient une « CyberTipline » que le public peut utiliser pour déclarer les cas d'exploitation sexuelle d'enfants par l'intermédiaire de l'Internet; fournit une assistance technique aux individus et aux organes de répression en matière de prévention, d'enquête, de poursuites et de traitement des cas impliquant des enfants disparus et exploités; fournit une assistance au Département d'État des États-Unis dans certains cas d'enlèvement international d'enfant, conformément à la Convention de la Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international des enfants; offre des programmes de formation aux personnel des organes de répression et aux assistants sociaux; distribue des photographies et des descriptions des enfants disparus dans le monde entier; coordonne les efforts de protection des enfants avec le secteur privé; collabore avec des prestataires de services bénévoles et des bureaux centraux des États dans les cas de personnes disparues; et fournit des informations sur une législation nationale efficace de protection des enfants.

##### ii) *Importants changements*

Il n'y a aucun changement ayant eu une incidence importante sur la mission et/ou le fonctionnement du Centre national des enfants disparus et exploités.

### Deuxième partie

#### Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

##### i) *Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux principales conférences et autres réunions des Nations Unies*

1. L'Étude du Secrétaire général sur la question de la violence à l'égard des enfants, Consultation régionale : Amérique du Nord, 2-3 juin 2005, Toronto (Canada). Notre organisation a participé aux débats et a aidé à faire mieux comprendre les questions de l'enlèvement des enfants et l'exploitation sexuelle des enfants.

2. L'Étude du Secrétaire général sur la question de la violence à l'égard des enfants, (Moyen-Orient et Afrique du Nord), Consultation régionale, Colloque intitulé « Children's Computing Safety » (sûreté des utilisant l'Internet), 29 juin

2005, Le Caire (Égypte). Le représentant de notre organisation, Baron Daniel Cardon de Lichtbuer, a fait une déclaration liminaire.

3. Cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l'information et des ONG, 6-9 septembre 2005, New York (États-Unis). Notre organisation sœur, l'International Centre for Missing & Exploited Children (Centre international des enfants disparus et exploités) (ICMEC) a été représentée à cette réunion.

ii) *Coopération avec les organes des Nations Unies et/ou les institutions spécialisées sur le terrain et/ou au Siège*

- En réponse à sa demande d'informations des organisations non gouvernementales et organisations internationales, un rapport sur la pornographie impliquant les enfants sur l'Internet a été soumis à Juan Miguel Petit (Rapporteur spécial des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants) en 2004.
- Réponse soumise à Jan Arno Hessbruegge (Administrateur adjoint des droits de l'homme, Service des procédures spéciales du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme), en réponse au Questionnaire sur la demande de services dérivant de l'exploitation sexuelle, 2005.
- Assistance technique fournie au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, Juan Miguel Petit, avant la publication de son rapport, 2005. Il a également assisté au Forum sur la pornographie impliquant les enfants de l'ICMEC (avril 2005, Lyon, France) et au Sommet États-Unis/Europe sur les enfants disparus et les enfants exploités (octobre 2005, Buonas, Suisse).
- Collaboration avec l'UNICEF en ce qui concerne la lutte contre la pornographie impliquant les enfants, 2005. Pamela Schiffman (Administrateur de projets, Politiques humanitaires et sensibilisation, Bureau des programmes de secours d'urgence) a assisté au Forum sur la pornographie impliquant les enfants et a tenu des réunions avec le personnel en vue de discuter des possibilités éventuelles concernant la formation du personnel des services de répression.
- En 2005, des représentants du Centre national des enfants disparus et exploités et de l'ICMEC se sont rendus au siège de l'UNICEF à New York, à plusieurs occasions. Ils ont rencontré Nadine Perrault (Administrateur de projets, Droits de l'enfant, Division de l'évaluation, des politiques et de la planification), Stella Schuhmacher (Administrateur adjoint de projets, protection de l'enfant, Division des programmes) Vanessa Sedletzki (Administrateur adjoint de projets, Section des politiques mondiales, Bureau des droits de l'homme, Division des politiques et de la planification), Pamela Shifman (Administrateur de projets, politiques humanitaires et sensibilisation, Bureau des programmes de secours d'urgence) et Alexandra Yuster (Conseiller principal, protection de l'enfant, Division des programmes) pour discuter de la possibilité d'inclure une section sur la pornographie impliquant les enfants dans les directives de l'UNICEF pour la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

*iii) Activités entreprises par l'organisation à l'appui des objectifs de développement arrêtés au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement*

Vu la nature de son travail, le Centre national des enfants disparus et exploités n'a pas pu participer aux objectifs du Millénaire pour le développement; toutefois, l'organisation a contribué aux principes globaux concernant la sécurité et la protection des enfants.

Le Centre a une ligne en service libre appel, ouverte 24 heures sur 24, sept jours par semaine. La ligne reçoit environ 365 appels par jour. La Division des enfants disparus agit en coordination avec la police et les parents pour aider à retrouver les enfants. En 2005, le Centre national a aidé à retrouver 9 656 enfants. En 2005, le taux des enfants retrouvés signalés au Centre a été de 96,1 %, par rapport à 62 % en 1990. La Division internationale aide la police et les parents dans les cas d'enlèvement international des enfants. En 2005, le Centre a aidé à localiser 2 349 enfants qui avaient été victimes d'un enlèvement international, soit plus de 14,5 % qu'en 2004.

La section des enfants exploités du Centre assure le fonctionnement de la CyberTipline. Cette division reçoit des rapports du public, de la police, et de l'industrie privée concernant l'exploitation sexuelle des enfants. Au 31 décembre 2005, elle avait reçu et examiné plus de 365 000 rapports. La section des enfants exploités gère également le projet d'identification des enfants victimes. Ce projet a pour but d'identifier les victimes figurant sur des images pornographiques et d'aider les organes de la répression et les procureurs à renforcer les poursuites des cas de pornographie impliquant des enfants et de sévices sexuels contre des enfants aux niveaux fédéral, des états et local.